



Action Sécurité Éthique Républicaines

Première Intervention – 10^{ème} Conférence des États parties au traité sur le commerce des armes

Genève le 20 aout 2024

Objet de l'intervention : Débat général

Monsieur le Président.

Mesdames et messieurs les délégué·e·s,

Monsieur le Président, Action Sécurité Éthique Républicaines tient à vous féliciter pour l'organisation de cette conférence. Nos félicitations vont aussi au travail du Secrétariat pour son remarquable travail depuis 10 années qui nous a permis de rappeler aux États parties les engagements qu'implique le traité sur le commerce des armes (TCA) dans sa mise en œuvre.

Nous ne pouvons que reprendre ici les termes de la ministre des Affaires Étrangères de Roumanie quand elle déclare que le TCA a été créer pour la protection des populations, spécialement celles des femmes et des enfants... que nous traduisons par la protection des droits de l'Homme. Mais cette déclaration nous interpelle quant à son défaut d'application :

Palestine : l'armée israélienne est responsable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans les territoires occupés et d'un « plausible génocide » à Gaza avec la complicité de l'Allemagne, des États-Unis, de la France et de la Grande Bretagne pour les plus importants producteurs d'armes mondiaux. Ceux-ci fournissent des milliards d'euros d'armes en violation de l'article 6 du TCA paragraphes 2 et 3. Complices car ils ont, je cite : « connaissance, au moment où l'autorisation est demandée, que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre » ces crimes.

La République Démocratique du Congo ne produit pas d'armes. Pourtant un récent rapport parle de près de 10 millions de victimes des guerres menées sur son sol principalement par l'Ouganda et le Rwanda depuis 1996. L'Amérique latine, Haïti, le Myanmar, la Libye, les pays du Sahel, les deux Soudan, le Yémen ne sont pas des producteurs importants d'armes et ils sont aussi le théâtre de conflit ou de violence armée.

Un traité ? Pour quoi faire peuvent s'interroger les millions de familles des victimes des transferts d'armes, illégaux au regard du droit international dont le TCA, perpétrés par les plus grands producteurs

d'armes dont l'Allemagne et les cinq membres permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies... La Chine, les États-Unis, la France, la Grande Bretagne et la Russie.

La France et l'Allemagne qui coordonnent pourtant le programme d'appui au TCA pour en favoriser la mise en œuvre effective...

Monsieur le Président, il existe pourtant des gouvernements qui ont pris des décisions responsables en suspendant leurs transferts d'armes vers Israël, notamment l'Espagne et le Canada ; nous en espérons bien plus quand il y a plus de 20 années nous avons lancé notre campagne pour un Traité de prévention des graves violations du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

L'histoire et peut être avant la justice internationale jugera des actes de ces gouvernements complices de ces crimes, mais en attendant Monsieur le Président, nous avons besoin de vous afin de sortir du « côté obscur de la force » ce 10^e anniversaire et transmettre ainsi un peu d'espoirs aux centaines de millions de personnes vivant quotidiennement sous la menace de la violence armée.

Merci Monsieur le Président